

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

Maître de l'ouvrage :

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

Conducteur d'opération :

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE SUD-EST
POLE CONDUITE D'OPERATIONS DE LYON

Objet du marché

YZEURE (03) – Quartier Le Fournier – Projet VIPEROPS – Conception, construction et réhabilitation, aménagement, entretien, maintenance de bâtiments logistiques et tertiaires, d'un ensemble alimentation et loisirs et d'un chenil avec aménagement global du site – Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 1

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DESCRIPTION GENERALE DE L'OPERATION.....	3
1.1. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	3
1.2. CONTRAINTES D'ACCES AU SITE.....	3
1.3. DESCRIPTION GENERALE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	3
1.4. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	3
1.5. INTERVENANTS	4
1.6. TYPE ET CATEGORIE DE MISSION	4
1.7. NIVEAU DE COMPETENCE REQUIS	4
ARTICLE 2 - DECOUPAGE DE LA MISSION	5
ARTICLE 3 - NATURE DE LA MISSION	5
ARTICLE 4 - DEROULEMENT DE LA MISSION	6
4.1. MODALITES	6
4.2. <i>Présence effective du coordonnateur sur le chantier</i>	7
ARTICLE 5 - PLAN GENERAL DE COORDINATION.....	8
ARTICLE 6 - DOCUMENTS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
6.1. <i>Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)</i>	8
6.2. <i>Règlement du collège interentreprises</i>	9
6.2. <i>Registre Journal de chantier</i>	9
ARTICLE 7 - DIUO ET DMLT	9

ARTICLE 1 - DESCRIPTION GENERALE DE L'OPERATION

Le présent CCTP a pour objet le marché de Coordonnateur SPS de 1^{ère} catégorie en vue d'effectuer les missions définies à l'article 3 ci-après, pendant les parties techniques de conception et réalisation des travaux suivants :

YZEURE (03) - Quartier LE FOURNIER

Modernisation du site de logistique et

d'approvisionnement – Projet VIPEROPS - Marché Global Sectoriel (ouvrage zone vie + ouvrages provisoires + bâtiment de stockage)"

dont la maîtrise d'œuvre est assurée via un marché global sectoriel en cours de consultation.

1.1. Lieux d'exécution des prestations

Site : 13 BSMAT – Détachement de Moulins, Quartier LE FOURNIER
57 rue des Epoux Contoux 03400 YZEURE

1.2. Contraintes d'accès au site

La présente mission s'appuiera sur les exigences de sécurité des installations de la 13ème BSMAT.

Le contrôleur technique se conformera strictement aux règles de contrôle d'accès de l'emprise militaire et de la zone protégée exigées par le chef de Détachement.

1.3. Description générale de la maîtrise d'ouvrage

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage est le Ministère des Armées, représenté par le Service d'infrastructure de la Défense SUD-EST. Le service est représenté localement par le Pôle de conduite d'opérations de Lyon (PCO-LYN) qui assure les missions liées à la conduite de l'opération.

1.4. Présentation de l'opération

Le présent marché s'intègre dans le Projet VIPEROPS, qui consiste en la modernisation du quartier LE FOURNIER dans son ensemble.

Dans le cadre de ce projet, le SID SUD-EST prévoit un Marché Global Sectoriel (MGS) de Conception, Construction, Aménagement, Exploitation et Maintenance (CCAEM) (en cours de consultation).

Les infrastructures concernées par le MGS sont les suivantes :

- Infrastructures à vocation opérationnelle :
 - o Construction d'un chenil militaire ;
 - o Hangars de stockage (dont un nouveau centre d'expédition réception : STO 4) ;
 - o Zones de stockage ;
 - o Systèmes de management de l'entrepôt ;
 - o Installations liées à l'exploitation de ces zones : zone accueil, quai de la voie ferrée.
- Ouvrages nécessaires au soutien du site :
 - o Reconstruction d'un restaurant inter-entreprises avec quelques fonctions annexes ;
 - o Parking VL ;
 - o Armurerie ;
 - o Atelier entretien de véhicule et de conditionnement ;
 - o Ensemble des VRD et aménagements extérieurs nécessaires au fonctionnement du site.

Dans le cadre du MGS, les ouvrages à réaliser seront soumis au contrôle technique prévu par la loi 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

En vue de libérer le foncier nécessaire, des déconstructions et dépollutions pyrotechniques sont menées depuis début 2025 par le Pôle de Maîtrise d'Œuvre interne au Service d'infrastructure de la Défense SUD-EST. Ces travaux auront lieu également en parallèle des travaux du MGS.

La continuité d'activité du site sera maintenue sur toute la durée des travaux.

Le calendrier prévisionnel du MGS est le suivant :

- Fin Juin 2025 : Date envisagée de notification du Titulaire du MGS
- Janvier 2026 : Début des Travaux (période de préparation) ;
- Décembre 2031 : Réception du dernier bâtiment ;
- Du 3e trimestre 2027 au 4e trimestre 2033 inclus : exploitation maintenance des bâtiments (77 mois) ;
- Du 2e trimestre 2030 au 2e trimestre 2034 inclus : exploitation maintenance des équipements logistiques (48 mois).

La durée prévisionnelle globale du MGS est estimée à 104 mois (à compter de l'APS).

NOTA 1 : Lors de la notification, le projet du Titulaire sera de niveau Avant-Projet-Sommaire (APS) finalisé.

NOTA 2 : Il y aura plusieurs phases de réceptions de bâtiments, donc plusieurs dates de GPA à prendre en compte.

1.5. Intervenants

Les intervenants du maître de l'ouvrage sont :

- La Maîtrise d'œuvre ;
- Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ;
- Le Contrôleur technique ;
- Les Autres assistants ou intervenants à maîtrise d'ouvrage (DIRISI notamment) ;
- Les Entrepreneurs titulaires des différents marchés séparés ;
- Les Fournisseurs ou prestataires (mobilier, nettoyage...).

1.6. Type et catégorie de missions

Compte tenu de l'importance et la nature de l'opération et conformément à l'article R 4532-1 du Code du travail cette opération est classée en 1^{ère} catégorie.

Elle est donc soumise aux obligations suivantes :

- élaboration du plan général de coordination prévu au code du travail (PGC),
- élaboration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- rédaction du registre journal de coordination (RJC),
- des dossiers d'interventions ultérieures sur les bâtiments et ouvrages réalisés dans chaque tranche de travaux (DIUO),
- des dossiers de maintenance des lieux de travail (DMLT)
- le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T) est requis. La constitution du C.I.S.S.C.T. doit être effectuée au plus tard vingt et un (21) jours avant le début des travaux.

1.7. Niveau de compétence requis

Les personnes physiques désignées dans l'acte d'engagement pour exercer la mission de coordination SPS doivent posséder en permanence l'attestation requise par l'article R 4532 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché SPS aux torts du titulaire.

Le niveau de compétence du coordonnateur SPS, conformément aux dispositions de l'article R 238-9 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 requis est : **niveau 1 : aptitude à coordonner les opérations de toutes catégories.**

La coordination sera assurée pour les phases conception et réalisation par les personnes physiques nommément désignées dans l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'acte d'engagement pour en assurer la conduite et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG P.I. pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le changement de coordonnateur SPS occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congrés ou autre), sera constaté par procès verbal établi après visite du chantier par le coordonnateur SPS titulaire et le coordonnateur SPS suppléant.

L'acceptation ou la récusation seront notifiées par lettre.

ARTICLE 2 - DECOUPAGE DE LA MISSION

Les prestations du marché sont scindées en 2 parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG PI.

Les parties techniques sont définies comme suit :

PARTIE TECHNIQUE 1 - CONCEPTION	APS, APD et PRO
PARTIE TECHNIQUE 2 - REALISATION	Phase exécution des travaux

ARTICLE 3 - NATURE DE LA MISSION

Pendant la mission, le coordonnateur :

- veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1, L 4531-2 et L 4531-18 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier pendant la partie technique 2 de réalisation de chaque tranche de travaux, et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.
- établi le règlement du CISSCT.
- réunit le collège interentreprises aux fins d'adoption du règlement du collège qui transmet dès son adoption, à l'inspection du travail, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.
- préside le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Au cours de la partie technique 1 - conception de la mission, le coordonnateur :

- transmet un avis suite à l'examen des différents APS, APD, PRO/DCE du groupement retenu,
- intervient dans la mise au point des avant-projets, afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des :
 - protections collectives,
 - appareils de levage,
 - équipements indissociables aux ouvrages,
 - installations fixes afférentes aux process industriels (notamment pour le centre de maintenance),
 - accès provisoires,
 - des installations générales notamment les installations électriques,
- élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et le transmet au maître d'ouvrage, afin de l'inclure dans les pièces contractuelles du marché de travaux confié aux entreprises,
- participe à l'élaboration de la déclaration préalable d'ouverture de chantier adressée à l'inspection du travail compétente, à la C.R.A.M. et à l'O.P.B.T.P,
- constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.),
- **constitue le Dossier de Maintenance des Lieux de Travail (D.M.L.T.) ;**
- participe aux réunions le concernant, donne son avis sur les documents, visite et définit les aménagements de chantier (VRD, clôtures, voies d'accès),
- ouvre le registre journal de coordination (R.J.C.),
- assure le passage des consignes et des documents,
- intervient dans la phase de mise au point des PRO/DCE des marchés d'entreprises afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales notamment les installations électriques,

Au cours de la partie technique 2 - réalisation, le coordonnateur :

- visite préalable du site avec le maître d'œuvre ou son représentant et le représentant du chef d'établissement où se dérouleront les travaux,

- met à jour le PGC établi au cours de la partie technique 1 de conception,
- organise avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives,
- veille à leur information mutuelle ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- définit les modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales. A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à son intervention, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger,
- veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections de chantier,
- approuve les P.P.S.P.S. et en informe le représentant du Maître d'ouvrage,
- diffuse et analyse des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé,
- informe le représentant du maître d'ouvrage de l'intégration des P.P.S.P.S. dans le P.G.C,
- participe aux réunions de chantier,
- tient à jour et adapte le PGC en y intégrant et en harmonisant notamment, au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS, ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du Code du Travail. Il veille en outre à son application,
- complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage,
- tient à jour le registre journal de coordination (R.J.C.), et y porte au fur et à mesure du déroulement de l'opération, les observations ou modifications qu'il peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant. Les observations sont visées dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles. Il transmet une copie du RJC au maître d'ouvrage,
- tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :
 - a) procède avec le chef d'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les secteurs dans lesquels se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels,
 - b) communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement,
- participe aux réunions de chantier, au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et aux visites sur le chantier,
- préside le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, dont le compte rendu de chaque réunion sera remis à l'issue au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre,
- propose les dispositions qui s'avéreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

ARTICLE 4 - DEROULEMENT DE LA MISSION

4.1. Modalités

Le coordonnateur SPS met en place un registre-journal de la coordination, dans lequel il consigne au fur et à mesure le déroulement du chantier **et en adresse une copie au maître d'ouvrage** :

- les comptes-rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières qu'il fait viser par les entreprises concernées,
- les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle. Toutes les observations du coordonnateur sont prises en compte par le R.P.A. Si le R.P.A conteste une observation, il

doit justifier les raisons de son refus. Le coordonnateur dispose alors d'un délai de 10 jours pour effectuer une nouvelle proposition,

- dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

Il présente le registre-journal, sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et au représentant du chef de service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en la matière de prévention des risques professionnels et aux membres de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le registre-journal est conservé par le coordonnateur pendant **cinq (5) ans** à compter de la date de réception de l'ouvrage. Une copie certifiée conforme est remise au maître de l'ouvrage.

4.2. Présence effective du coordonnateur sur le chantier

Pendant la période de préparation, le coordonnateur devra prévoir une présence à **3 réunions de chantier de 2 heures chacune**.

Pendant la durée d'exécution des travaux, le coordonnateur sera présent sur chaque chantier au **minimum 4 heures par semaine**.

Les horaires de travail ouverts sont :

- du lundi au jeudi : de 7h30 à 17h00,
- le vendredi : de 7h30 à 16h00.

Par ailleurs, un pourcentage de présence pendant les heures non ouvrées (HNO) sera forfaitairement compris dans la mission.

Les horaires non ouvrés (HNO) sont ceux en dehors des créneaux précités.

Cette présence est consacrée, d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux réunions de chantiers hebdomadaires, ainsi qu'aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur.

Nota : Le temps consacré à la rédaction des documents induits par les différentes visites, inspections et réunions de chantier, NE DOIT PAS ETRE INCLUS dans le temps de présence effective du coordonnateur sur le chantier.

Le coordonnateur doit par ailleurs participer à chaque réunion à laquelle il aura été convoqué par le maître d'ouvrage, sans pouvoir arguer de quelconques dédommagements ou vacations supplémentaires.

Visites organisées à son initiative

Il en avise préalablement le Représentant du pouvoir adjudicateur. Il effectue la visite seul ou accompagné du R.P.A. ou de son représentant si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentants d'entreprises.

Un compte-rendu de visite est porté sur le RJC, il précisera le temps de visite, son objet et les observations éventuelles.

Participation aux réunions de chantier

Le coordonnateur participe à la première partie de la réunion de chantier hebdomadaire destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier.

Le procès-verbal de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître d'œuvre au coordonnateur qui formulera ses observations éventuelles.

Autorité

Le coordonnateur SPS a un droit d'accès permanent au chantier et peut requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

Le coordonnateur en cas d'anomalie constatée, procède de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître d'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion hebdomadaire de chantier avec mention sur le registre-journal en cas d'absence de réaction, puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant, adressée au maître d'ouvrage avec mention au registre-journal.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur procède à l'arrêt des travaux considérés, avec compte-rendu simultané au maître d'ouvrage. Lors de l'inscription au RJC, le coordonnateur devra décrire l'incident, indiquer les mesures prises et préciser l'entreprise et les personnels concernés.

ARTICLE 5 - PLAN GENERAL DE COORDINATION

Les pièces nécessaires à l'établissement du PGC (AVP ou PRO/DCE selon l'avancement du projet) seront transmises par le maître d'ouvrage dans un format dématérialisé (*.PDF), quelque soit la taille physique des documents : de A4 à A0 inclus.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est intégré aux documents contractuels constituant le MGS.

Il comporte notamment :

- 1/ Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
- 2/ Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- 3/ Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
 - les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
 - la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
 - les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
 - les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
 - l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
 - les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- 4/ Les sujétions découlant des interférences, avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- 5/ Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :
 - pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage dans les pièces contractuelles prévues au marché de chaque entreprise,
 - pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les travaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail.
- 6/ Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnes ainsi que des mesures communes d'organisation prises en la matière.
- 7/ Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tenu à jour par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier, est remis au Maître d'ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre-journal de la coordination, à la réception de l'ouvrage ou au plus tard à la levée d'éventuelles réserves.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DES TRAVAUX

6.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

La validation du PPSPS sera communiquée à :

- l'entreprise titulaire du marché concerné,
- la maîtrise d'ouvrage,
- la maîtrise d'œuvre.

Le coordonnateur est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de PGC, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

En outre, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du code du travail.

6.2. Règlement du collège interentreprises

La constitution du C.I.S.S.C.T. doit être effectuée au plus tard vingt et un (21) jours avant le début des travaux.

6.2. Registre Journal de chantier

En cours de travaux, la copie de l'extrait du RJC sera transmise au plus tard dans les 48 heures suivant les observations notées par le coordonnateur (fax et e-mail admis) :

- à la maîtrise d'ouvrage,
- à la maîtrise d'œuvre.

Une copie complète et certifiée conforme sera remise dans un délai de 2 mois, postérieurement à la réception définitive des ouvrages.

L'ordre de service qui transmet au coordonnateur SPS les documents à contrôler précise, en fonction des délais précités, la date maximale à laquelle les résultats doivent être remis au représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 - DIUO et DMLT

Pour chaque tranche de travaux et pour chaque bâtiment et ouvrage réalisé, le coordonnateur établit le :

- dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) prévu à l'article L.4532-16 et 18 du code du travail, en rassemblant sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur la totalité des bâtiments et ouvrages réalisés dans le cadre de chaque tranche de l'opération,
- dossier de maintenance des lieux de travail (DMLT) prévu à l'article R.4211-3 -du code du travail établi à la suite d'un constat visuel sur :
 - l'éclairage des locaux et des postes de travail,
 - l'aération des locaux,
 - les dispositions prises pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture,
 - l'accès, la circulation et les moyens de protections en couverture, les dispositions prises pour faciliter l'entretien des façades,
 - les dispositions prises pour faciliter l'entretien des halls de grande hauteur,
 - l'accès aux galeries techniques et/ou vides sanitaires,
 - les sanitaires, les réfectoires et les vestiaires destinés aux entreprises extérieures,
 - l'état et l'accessibilité des machineries ascenseurs,
 - l'accessibilité des installations électriques,
 - l'accessibilité des installations de ventilation et d'aération.

Ces dossiers établis pour chaque bâtiment et ouvrage réalisé sont remis par le coordonnateur en titre au maître d'ouvrage, à la réception dudit bâtiment et ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.